



SOMMAIRE

- P.3-5 10 ans de projets
- P.6-7 Aux origines d'ULB-Coopération
- P.8 Gaëlle Ducarme : un soutien institutionnel sans faille
- P.9 L'ECMS, «un moyen efficace pour sensibiliser la jeunesse»
- P.10-11 Les visages de l'approche santé en RDC
- P.12-13 L'héritage de Lwiro
- P.14 Être utile au plus grand nombre: le parcours d'Agnès Echterbille
- P.15 Témoignages
- P.16 Un doctorant parmi nos chargé-es de projets
- P.17 Les nouveaux défis des ONG
- P.18 ONG et recherche: Une collaboration gagnant-gagnant
- P.19 Deux carrières, une ambition
- P.20 Un mot de nos anciennes stagiaires
- P.21 Elles nous soutiennent !

Coordination

Graziella Barry, Anémone Hubaut, Santiago Ospina et Julie Simon

Ont collaboré à ce numéro

Fatima Baeyoud, Ghislain Bisimwa, Mara Coppens, Victor Costenoble, Charles De Cannière, Myriam De Spiegelaere, Daha Diallo, Philippe Donnen, Gaëlle Ducarme, Agnès Echterbille, Alain Godefroid, Olivier Hauglustaine, Philippe Hennart, Serge Jaumain, Jean-Bosco Kahindo, Vincent Litt, Dominique Mertens, Kasia Mirecka, Serge Ngaima, Serge Palé, Dominique Perrin, Chantal Potvliege, Boubacar Sangaré, Ousmane Touré, Aline Tumagene, Marie Ugeux

Graphisme

mpointproduction.be

Impression

drifosett.be

ÉDITO

DIX ANS DÉJÀ...

Voici dix ans, une nouvelle ONG universitaire voyait le jour : ULB-Coopération ! Quelques années plus tôt, alors que j'étais un mandat de Vice-Recteur aux relations internationales en ne connaissant rien au monde de la coopération, j'avais rapidement été enthousiasmé par le dynamisme, l'engagement et le formidable travail réalisé par des collègues, tant à Bruxelles que sur le terrain, motivés par le seul désir d'apporter leur soutien à des populations souvent fragilisées. L'action d'une partie d'entre eux se déployait notamment dans le cadre d'ONG, proches de l'ULB et qui partageaient des valeurs et des objectifs globaux similaires tout en travaillant chacune de leur côté.

Pour donner plus de force et de visibilité à leurs actions, pour assurer leur financement à long terme mais aussi pour raffermir leurs liens avec la communauté universitaire, un rapprochement voire une fusion semblait indispensable. Entre l'expression de ce souhait et sa réalisation, il y avait toutefois une marge dont j'avais sous-estimé l'ampleur. Chaque organisation avait ses propres habitudes et modes de fonctionnement, éprouvés depuis plusieurs décennies. Quelques années de tractations furent donc nécessaires avec le soutien de plusieurs personnalités interviewées dans ce numéro, à commencer par Philippe Hennart et Alain Godefroid. Sans l'appui, la détermination et le travail conjoint de nos équipes du Nord et du Sud, le processus n'aurait probablement jamais abouti. Il déboucha sur la création d'une nouvelle organisation dont le nom exprimait tout à la fois l'élargissement des objectifs et la volonté de travailler avec l'ensemble des forces vives de l'ULB. La présidence en fut confiée à un des piliers de la coopération académique : Mondher El Jaziri.

Dix ans plus tard, que de chemin parcouru ! ULB-Coopération est aujourd'hui une organisation en pleine santé avec un portefeuille d'activités varié mais



aussi et surtout une équipe solide et efficace d'une centaine de personnes, installées principalement dans nos zones d'intervention.

Au moment où de graves menaces planent sur le financement de la coopération et où l'on ose même mettre en doute l'impact des actions financées par les autorités fédérales, les témoignages croisés recueillis ici offrent une cinglante réponse à ceux qui douteraient des résultats des actions de nos ONG.

Ce numéro est aussi l'occasion de mettre à l'honneur quelques-unes des personnes qui, souvent de manière discrète mais redoutablement efficace, ont fait d'ULB-Coopération ce qu'elle est aujourd'hui. C'est l'occasion de redire toute mon admiration et celle des membres du Conseil d'Administration à toutes celles et ceux qui, au quotidien et dans des circonstances locales parfois complexes, font vivre notre ONG.

C'est grâce à leur action qu'ULB-Coopération est aujourd'hui reconnue et appréciée, tant par nos indispensables bailleurs que par les populations locales, comme un acteur sérieux et efficace de la coopération. La qualité de leur travail a en outre permis à notre ONG de s'imposer comme un élément essentiel de la stratégie internationale de l'ULB. Les objectifs de départ sont donc atteints et même largement dépassés : c'est une ONG universitaire forte et en pleine santé qui souffle ses dix bougies. Elle peut réfléchir sereinement à son avenir et envisager de nouvelles synergies pour renforcer encore ses actions et assurer le futur de la coopération universitaire. ▽

Serge Jaumain
Président d'ULB-Coopération

10 ANS DE PROJETS !

Nous remercions les bailleurs qui nous ont accompagnés ces 10 dernières années : l'Agence française de développement (AFD), l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur (ARES), l'Agence wallonne de l'Air et du Climat (AWAC), Brussels International, la Coopération belge (DGD), le CNCD, la Fondation Périer-D'eteren, la Fondation Roi Baudoin, HydroBru, la Loterie nationale, l'Union européenne, la Ville de Bruxelles et Wallonie-Bruxelles International.

2014

20 employés
Produits : 1.504.638 €
Fusion du CEMUBAC, du SLCD et du SEDIF et création d'ULB-Coopération

R.D. CONGO
Les affrontements entre les divers groupes armés dans l'est du pays provoquent de graves violations des droits humains et des déplacements massifs



BELGIQUE
Lancement des formations des étudiant-es à la mobilité internationale avec l'ARES-CCD

R.D. CONGO
1^{er} projet avec l'Union européenne au Nord-Kivu sur la prise en charge des victimes de violences sexuelles

2015

Produits : 2.518.308 €
Emménagement sur le campus de la Plaine

2016

Produits : 2.317.173 €
Renouvellement de notre agrément d'ONG
Création du consortium Uni4Coop avec Eclasio, la FUCID et Louvain Coopération
Fin des activités au Burundi et au Cameroun

SÉNÉGAL
1^{er} projet avec l'Agence wallonne de l'Air et du Climat sur le financement de solidarité climatique internationale (voir p. 17)

BURKINA FASO
Le pays fait face à des attaques djihadistes dans la région du Sahel. Petit à petit, les groupes armés s'emparent de territoires et provoquent le déplacement massif des populations

BURKINA FASO
1^{er} projet sur les aires protégées avec une approche «territoire» à Barsalogho avec la DGD (Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire)

2017

Produits : 6.976.870 €
39 employés
Ouverture de bureaux à Ouagadougou, au Burkina Faso et au Kongo-Central, en R.D. Congo



R.D. CONGO
Début du Projet d'Appui au Développement Intégré du Système de Santé au Nord-Kivu, avec l'Union européenne

R.D. CONGO
1^{er} projet sur l'organisation des soins en zone urbaine, à Kintambo avec la DGD
La Plateforme hospitalière de la RDC acquiert sa personnalité juridique

SÉNÉGAL — R.D. CONGO BURKINA FASO
Début du premier programme quinquennal financé par la DGD, pour les activités en santé, systèmes alimentaires durables et éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, en Belgique, au Burkina Faso, en RD Congo et au Sénégal

2018

Produits : 6.879.253 €
48 employés



SÉNÉGAL
Début de la thématique mangroves dans le cadre d'Uni4Coop



BURKINA FASO
Début du Programme de Recherche pour le Développement autour du corridor des éléphants avec l'ARES (voir p. 18)

2019

Produits : 5.642.551 €
50 employés
Ouverture du bureau à Dakar, au Sénégal

2020

Produits : 5.699.224 €
51 employés

MONDE
Crise COVID: confinements et adaptation de l'ensemble des projets

BURKINA FASO
1^{er} projet santé au Burkina, dans la commune de Ouéguédo, financé par Wallonie Bruxelles International (voir p. 8)

BELGIQUE
1^{er} édition de Campus en Action (Uni4Coop)



BELGIQUE
1^{er} édition des Cooperation Games, un serious game pour les étudiant-es sur des thématiques de coopération internationale

R.D. CONGO
Création du 1^{er} service de gériatrie, à l'hôpital Saint-Joseph de Kinshasa



R.D. CONGO
Début du projet de modernisation de l'hôpital provincial du Nord-Kivu avec l'Union européenne

2021

Produits : 7.268.783 €
60 employés



2022

Produits : 5.772.534 €
80 employés
Déménagement du bureau à Mbour, au Sénégal et ouverture d'un nouveau bureau à Pô, au Burkina Faso



R.D. CONGO
Début des travaux de construction et réhabilitation d'infrastructures sanitaires au Nord-Kivu et en Ituri avec l'Union européenne



SÉNÉGAL
1^{er} projet d'ECMS Sud sur l'implication des jeunes en politique (voir p. 9)

BELGIQUE — SÉNÉGAL — R.D. CONGO
1^{ère} demi-journée d'échange sur la souveraineté alimentaire (Uni4Coop)

2023

Produits : 9.395.370 €
82 employés



SÉNÉGAL — R.D. CONGO BURKINA FASO — BELGIQUE
Début du second programme quinquennal financé par la DGD, pour les activités en santé, systèmes alimentaires durables et éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, pour les activités en Belgique, au Burkina Faso, en RD Congo et au Sénégal

R.D. CONGO
1^{er} projet santé sur les masculinités positives, avec la Coopération belge

R.D. CONGO
Début du projet de reboisement Baby-Boom dans le Parc Marin des Mangroves

R.D. CONGO
1^{er} projet de formation continue en santé par simulation de scénarios avec Wallonie-Bruxelles International

2024
90 employés



Burkina, atelier de formation en méléponiculture, juin 2023

AUX ORIGINES D'ULB-COOPÉRATION

En 2014, le CEMUBAC (Centre Scientifique et Médical de l'Université libre de Bruxelles en Afrique centrale) et le SEDIF (Service d'Information et de Formation sur l'Amérique latine) se rapprochent et fusionnent avec le SLCD (Service Laïque de Coopération au Développement) pour devenir ULB-Coopération. Chevilles ouvrières de ce processus parmi un ensemble d'énergies qui ont convergé, Philippe Hennart et Alain Godefroid se replongent ensemble dans cette période mouvementée, mais porteuse d'enthousiasme.

— Pourquoi vouliez-vous fusionner ?

P.H. Un peu avant 2010, les réglementations et donc l'accès aux financements ont commencé à devenir de plus en plus complexes pour les ONG. Il y avait également une volonté de la Coopération belge de réduire le nombre d'interlocuteurs. Avant la fusion, il y avait déjà eu des collaborations, administratives notamment, et des transferts entre le SLCD et le CEMUBAC.

A.G. Oui, il était clair que si nous ne nous unissions pas, nous étions condamnés. J'ai envisagé la fusion du SLCD avec plusieurs associations, j'ai même démarché l'ONG de Gembloux ! Puis je suis allé voir Serge Jaumain, Vice-Recteur aux relations internationales et à la coopération de l'ULB à l'époque, qui avait déjà entamé des démarches avec

Alain Godefroid, ancien Administrateur délégué du SLCD

le CEMUBAC pour développer une ONG universitaire pluridisciplinaire.

P.H. À ma retraite, en 2010, l'université m'avait en effet demandé de rencontrer les ONG qui gravitaient autour de l'ULB. Le CEMUBAC et le SLCD étaient complémentaires. Au CEMUBAC, nous nous occupions des soins et des services de santé, tandis que le SLCD s'occupait d'agronomie et d'aspects sociaux.

A.G. Philippe a toujours été convaincu qu'il y avait une très grande logique à associer alimentation, agriculture et santé publique. L'idée d'une ONG universitaire avait donc beaucoup de sens. Après avoir discuté avec certains professeurs de la Commission Universitaire au Développement, notamment Charles De Cannière (voir



Atelier avec Abeo, 2014

p.18), ma conviction s'est renforcée. Le seul regret pour moi, en tant que laïc et « ulbiste » convaincu, c'est que nous n'ayons pas affiché plus ostensiblement les valeurs de la laïcité.

— Comment s'est déroulé le processus ?

P.H. Cela a quand même duré quelques années pour que tout se mette en place.

A.G. Mais initialement, il fallait se dépêcher. En effet, il était très clair pour moi que la nouvelle structure devait absolument être mise en place pour le 31 décembre 2014. Et parmi les nombreux problèmes de cette fusion, il a fallu gérer le difficile dossier du transfert des aides à l'emploi, indispensables à la survie des ASBL.

— Quel est votre regard sur ULB-Coopération et sur son évolution ces 10 dernières années ?

A.G. Une très grande satisfaction de voir que tout ce que j'avais imaginé a pleinement réussi. J'ai aussi un regard très admiratif et positif sur ce que ULB-Coopération a accompli, toute l'équipe a fait un excellent travail. Quand je vois les programmes aujourd'hui, c'est peut-être un peu déséquilibré d'un point de vue thématique entre la santé publique et les autres domaines et d'un point de vue géographique entre la RDC et les autres pays. Cela dit, avec le rapprochement avec Eclasio, il me semble que l'équilibre sera meilleur !

P.H. Le CEMUBAC avait fait le choix de travailler étroitement avec les populations locales pour assurer la pérennité de ses projets de santé. Je vois que c'est aussi la voie empruntée par ULB-Coopération et je m'en réjouis. La fusion avec le SLCD a, en outre, permis d'apporter une dimension véritablement pluridisciplinaire ces 10 dernières années. À l'avenir, j'espère que d'autres ponts seront jetés afin d'être le plus efficace possible sur le terrain. Je vois qu'ULB-Coopération en a pris le chemin. Je félicite toute l'équipe pour le travail réalisé ! ▼

Philippe Hennart, ancien Administrateur du CEMUBAC



Pour étudier la faisabilité de la fusion puis accompagner sa mise en œuvre, la fondation Abeo a été mobilisée. Active dans la coopération internationale, l'organisation se composait alors d'Olivier Hauglustaine, aujourd'hui entrepreneur social et coach, et de Julie Simon, directrice adjointe d'ULB-Coopération depuis 2023.

— Quelle était l'ambiance à l'époque ?

Les débuts n'étaient pas faciles, c'était tendu. Nous avons réalisé des entretiens individuels préliminaires et nous avons constaté les résistances, tant au SLCD qu'au CEMUBAC. C'était donc important d'organiser des activités pour que les gens apprennent à se connaître, se reconnaître et se comprendre. Cela a permis aux gens d'exprimer leurs craintes face à quelqu'un de neutre. Il y avait aussi le poids historique et financier du CEMUBAC qui inquiétait le SLCD.

— Rapidement, Julie a rejoint ULB-Coopération... Comment est-ce arrivé ?

On arrivait en fin de projet Abeo, il était question que Julie et moi rejoignons l'équipe. Finalement, j'ai décliné pour reprendre la direction de SOS-Faim (actuellement Humundi).

— Vous qui n'avez pas embarqué sur le bateau ULB-Coopération, quel regard portez-vous sur l'ONG ?

Je suis resté dans le secteur et l'image d'ULB-Coopération a toujours été celle d'une ONG sérieuse et professionnelle. C'est aussi une structure qui prend soin des personnes. Cela a été confirmé par une enquête d'Acodiv [la fédération des ONG francophones et germanophones, NDLR] sur les risques psycho-sociaux. Le personnel de 22 ONG a répondu à l'enquête. ULB-Coopération avait les meilleurs scores...

Pour le futur de l'ONG, je crois qu'il est temps de prendre des risques, de se démarquer des autres organisations et cela passe, notamment, par cette identité universitaire !

GAËLLE DUCARME : UN SOUTIEN INSTITUTIONNEL SANS FAILLE

Depuis 2007, Gaëlle se dédie tout entière à la coopération, en tant que responsable de la thématique, puis responsable des relations internationales à l'ULB et, depuis août 2024, en tant que chargée de projets de coopération pour les hautes écoles et écoles supérieures des arts à l'ARES. Son credo : créer des ponts !

— De votre point de vue, comment s'est passée la fusion à l'origine d'ULB-Coopération ?

En tant que responsable de la coopération à l'ULB, j'ai beaucoup travaillé sur le projet avec les directeurs du SLCD et du CEMUBAC. Et je dois dire, qu'au début, je n'y croyais pas du tout ! J'allais vraiment avec des pieds de plomb en réunion. Et effectivement, il y a eu quelques à-coups et on a dû faire une halte. Puis, le projet a commencé à prendre et je suis devenue une des grandes supportrices, car, malgré les différences, j'ai vu tout le potentiel d'unir ces compétences.

— Quel lien avez-vous entretenu avec ULB-Coopération après la fusion ?

Mon rôle était d'aider à construire des ponts entre les enseignants-chercheurs de l'ULB et les projets de l'ONG pour laquelle j'étais devenue directrice adjointe. Par ailleurs, en réunion, je pouvais amener un regard extérieur qui pouvait confirmer ou infirmer ce qui se passait au niveau de l'équipe.

— Quel regard portez-vous sur l'évolution de l'ONG ces 10 dernières années ?

Je suis impressionnée, en particulier par l'ampleur de certains projets. Je pense par exemple au projet PADISS, aux constructions et réhabilitations des structures de santé au Nord-Kivu. C'était un projet ambitieux, qui n'entraînait pas nécessairement dans l'expertise de l'ONG, mais qui a abouti, parce que tout le monde l'estimait indispensable.

Ce projet a aussi rapproché l'ONG de

l'ULB et de ses facultés. Si au départ, le CEMUBAC était proche de l'École de santé publique et le SLCD des bioingénieurs, aujourd'hui l'ONG collabore avec de plus en plus de facultés : architecture, polytechnique, Solvay... Dans le même temps, les personnels de l'ULB et d'Erasmus s'impliquent de plus en plus dans la coopération. Pour moi, c'est la plus grande évolution.

— Y a-t-il un projet qui vous a particulièrement marquée ?

Oui, le projet santé à Ouéguédo, au Burkina Faso. C'est un moment émouvant dans l'histoire d'ULB-Coopération. En 2018, une délégation institutionnelle s'est rendue à Ouagadougou pour célébrer les 40 ans de partenariat entre l'ULB et l'université Joseph Ki-Zerbo. Au cours de cette mission, nous avons découvert Ouéguédo, le village de Marie-Soleil Frère, qui était Vice-Rectrice aux relations internationales et à la coopération à l'ULB, et de son époux, Étienne Minoungou, originaire de la région. Avec la forte présence du Pôle santé au sein de la délégation, tout le monde s'est intéressé au centre de soins du village. Même s'il y avait d'immenses besoins, nous avons été séduits par le potentiel de la structure et le dynamisme de son responsable.

Au retour à Bruxelles, nous nous sommes dit : « et si on montait un projet d'étudiant-es avec le village ? » Malheureusement, la situation sécuritaire s'est dégradée et les étudiant-es n'ont jamais pu partir. ULB-Coopération s'est alors saisie du projet et a obtenu un financement

de Wallonie-Bruxelles International, qui a permis de renforcer ce centre, à travers des formations et l'achat d'équipements, notamment.

Ce projet me touche à double titre parce qu'il est en lien avec Marie-Soleil, décédée depuis, mais aussi parce que c'est un projet né d'une impulsion commune. J'ai toujours été convaincue que c'était comme cela que se montaient les collaborations : d'une rencontre marquante, d'un potentiel prometteur.

— Étant donné votre nouveau poste à l'ARES, comment vont évoluer vos relations avec ULB-Coopération ?

L'avenir, je le vois à plusieurs ONG. J'aimerais beaucoup que l'ensemble des ONG universitaires puissent venir en appui aux hautes écoles et aux écoles supérieures des arts, notamment pour le volet éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire. De leur côté, les écoles supérieures pourraient apporter aux projets une expertise technique et artistique, complémentaire aux savoirs universitaires. J'espère donc pouvoir créer des ponts, comme je le faisais à l'ULB. ▼



DAHA DIALLO

- **Responsable de l'association Afrique développement (ADEV), une ONG qui lutte contre la pauvreté et les inégalités dans le monde rural au Sénégal**
- **Coordinateur d'Ondernemers voor ondernemers Sénégal, une ASBL belge qui vise à soutenir financièrement des projets d'entrepreneuriat africains**

Daha Diallo fait la connaissance d'ULB-Coopération en 2014, dans le cadre de la préparation au départ d'étudiant-es de l'ULB désireux de participer aux projets de l'ADEV. « Nous avons ensuite travaillé ensemble sur plusieurs projets notamment dans le domaine de l'éducation, avec la réalisation de salles de classes ; la santé, avec la construction et la réfection de cases de santé ; et l'économie locale avec la mise en place de périmètres maraîchers et d'unités de transformation pour les femmes. Ces différents projets ont permis de développer des activités d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS) sur des thématiques comme les relations Nord-Sud, l'émigration clandestine, l'environnement, le terrorisme, etc. »

En 2020, ADEV et ULB-Coopération élaborent un projet sur l'implication des jeunes dans les politiques publiques avec des étudiant-es de l'ULB, en Belgique, de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis et de l'Institut Supérieur de Management Louga, au Sénégal. Ce

L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE ET SOLIDAIRE, « UN MOYEN EFFICACE POUR SENSIBILISER LA JEUNESSE »

projet, le premier à développer des actions Nord-Sud en ECMS, a permis aux jeunes de mieux comprendre les interdépendances mondiales, notamment lors de la venue de 4 étudiant-es sénégalais-es à Bruxelles.

Pour Daha, l'ECMS est un outil indispensable. « Avec le contexte géopolitique international marqué par la montée du djihadisme dans le Sahel, la montée de l'extrême droite en Europe caractérisée par un rejet de l'étranger et les problèmes liés aux impacts du changement climatique qui favorisent l'émigration clandestine massive des jeunes, l'ECMS reste un moyen efficace pour sensibiliser la jeunesse sur leur responsabilité face à ces enjeux. » ▼



MARA COPPENS

- **Cheffe de service Citoyenneté mondiale auprès de la DGD (Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire)**

— Quelle est la plus-value des projets de citoyenneté mondiale pour les étudiant-es du supérieur ?

Le modèle économique dominant de nos sociétés occidentales est basé sur l'exploitation de la planète, de ses ressources

et des êtres vivants ; il détruit des cultures et des peuples ; il augmente les inégalités. Ce modèle se fissure de partout avec une succession de crises d'ordre naturel, financier, migratoire, économique, démocratique, et même de guerres. Les projets de citoyenneté mondiale ont pour objectif d'inventer, de valoriser, de remettre au goût du jour et d'organiser en réseau des alternatives, des modèles de société solidaires qui se basent sur les droits humains, des peuples et du vivant et qui répondent aux défis planétaires. Ces modèles, pluriels, doivent être portés par la base et relayés par le politique. Il est donc important que ces projets visent un public large, qu'ils comportent un volet de mobilisation citoyenne et qu'ils s'articulent avec du plaidoyer politique.

Impliquer les étudiant-es du supérieur dans l'éducation à la citoyenneté mondiale est capital car, entre leurs mains reposent la façon dont iels se projettent dans le futur, le sens qu'iels donneront à leur métier et l'attitude critique qu'iels auront face aux savoirs qui leur sont transmis. Toutefois, l'éducation à la citoyenneté ne doit pas se limiter aux jeunes. Au sein des campus, elle devrait également concerner le corps professoral, la direction et le personnel de soutien pour que l'enseignement supérieur dans son ensemble participe à la construction d'un monde juste, durable et solidaire.

— Quel est votre regard sur les projets de citoyenneté mondiale menés avec les jeunes des Suds ?

Les objectifs de la citoyenneté mondiale sont pertinents partout. Il est néanmoins primordial que ces initiatives soient identifiées et portées par des acteurs locaux, que nous veillions à ne pas imposer (même sans le vouloir) notre vision, notre vocabulaire et nos pratiques et qu'il y ait une attention soutenue pour que la relation partenariale soit équilibrée et qualitative. ▼



RDC, hôpital provincial du Nord-Kivu, 2021

LES VISAGES DE L'APPROCHE SANTÉ EN RDC

Basés de part et d'autre du pays, les Drs Jean-Bosco Kahindo et Serge Ngaima contribuent depuis de nombreuses années à l'amélioration du système de santé congolais. Un travail de longue haleine dont ils nous dévoilent les coulisses.

— Comment définiriez-vous votre approche de la santé ?

ENCHCEUR C'est une approche systémique !

S.N. Notre core business, c'est de renforcer les systèmes de santé. C'est indispensable pour développer les terroirs et les communautés.

J.B.K. Oui, le renforcement des systèmes de santé, en travaillant sur les leviers et en mettant en place les dispositifs qui y concourent, comme les centrales de médicaments, le centre de formation, l'accréditation, des études scientifiques ciblées...

En 2013, l'OMS a publié un rapport sur la santé dans le monde qui insiste sur la nécessité de la recherche dans le domaine de la santé pour éclairer, baliser la voie et identifier les stratégies qui permettent de progresser vers la Couverture Santé Universelle. Nous nous inscrivons dans cette perspective, et je dois dire que nous étions déjà en avance dans le domaine avec le CEMUBAC. La stratégie du ministère de la Santé congolais est aussi d'élaborer des normes, des politiques, d'émettre des directives basées sur les données du système d'information sanitaire et sur des résultats de recherche. En tant qu'ONG universitaire,

l'articulation Université-ONG nous permet de mobiliser l'expertise pertinente requise pour participer à ces études, impacter les politiques et tester de nouvelles stratégies.

S.N. Oui, nos évidences ont par exemple permis de nourrir l'actuel plan national de développement sanitaire de la RDC. Celui-ci intègre notamment nos approches en matière de participation communautaire, développées à Goma et Kinshasa. Durant les travaux des commissions, nous avons pu montrer que les approches traditionnelles, surtout en milieu urbain, ne donnaient pas de bons résultats. Tout le travail réalisé au Nord-Kivu autour de la Couverture Santé Universelle, du renforcement de la première ligne de soins et de l'accréditation a également été repris dans le plan national, sur base des échanges et des données que nous avons pu recueillir. C'est un motif de fierté.

— Goma et Kinshasa travaillent donc ensemble, malgré la distance ?

S.N. Oui, je participe aux travaux des commissions des instances de coordination entre les autorités étatiques et les partenaires du secteur de la santé. Avant d'entrer en commission, j'appelle Jean-Bosco pour savoir s'il y a du nouveau au Nord-Kivu. Je



DR SERGE NGAIMA KILA

- **2013 : rencontre avec Jean-Bosco, à l'occasion d'une étude au Sud-Ubangi**
- **2014 : poste de médecin assistant technique de la Zone de Santé de Kirotshe au Nord-Kivu, pour le CEMUBAC/ULB-Coopération**
- **2016 : coordinateur d'ULB-Coopération à Kinshasa**

Mascu+, un projet (trans)formateur !

Le projet sur lequel j'ai adoré travailler, c'est le projet Masculinités Positives, qui vient de s'achever. C'est un projet pluridisciplinaire qui intègre la sociologie, l'anthropologie, la médecine, etc. C'est intéressant parce que, en tant que médecin chargé de projets d'une ONG, tu crois apporter la technique, le savoir, mais en réalité tu apprends beaucoup des interactions dans les communautés. Par exemple, parler de la non-violence ou de l'égalité de genre seulement dans le cadre scolaire n'a pas de sens, il faut également en parler dans la famille, dans les transports, dans les centres de santé, etc. Grâce à cette approche, je me suis rendu compte que, quel que soit le projet, il faudrait intégrer un volet réflexif pour transformer les comportements.



participe également à des voyages d'études, même si c'est lié à un projet spécifique au Nord-Kivu, pour avoir un excellent niveau de connaissance de nos projets respectifs.

J.B.K. Par exemple, l'année passée, nous sommes allés au Gabon avec des représentants du ministère de la Santé congolais, pour observer comment le pays avait mis sur pied son système d'assurance maladie. Ce voyage a été très instructif pour nous, mais aussi pour eux, car nous avons porté un autre regard sur l'organisation gabonaise du système de santé.

Nous avons en effet beaucoup travaillé sur le cadre légal de la RDC. À travers plusieurs études menées notamment avec l'aide du professeur Tchouaket, nous avons montré que le dispositif, basé sur l'adhésion volontaire à une mutuelle, ne permettait pas d'atteindre la couverture sanitaire universelle. On dirait que notre message a été entendu, puisque les autorités congolaises ont changé la loi pour rendre l'assurance maladie obligatoire et ainsi couvrir tout le monde. Nous avons également évalué le coût de cette couverture au niveau provincial et proposé des pistes pour la financer, dont des modalités de financements innovantes !

— Quels sont les défis que vous rencontrez actuellement ? Sont-ils différents de ceux d'il y a 10 ans ?

J.B.K. Les défis évoluent avec le temps. Par exemple, il y a 2 ans, au Nord-Kivu, nous avions un autre profil d'autorités... Il y avait des parlementaires avec qui nous avons développé des relations. Aujourd'hui, ce sont des militaires avec d'autres priorités... La situation a beaucoup évolué : travailler est devenu beaucoup plus difficile avec la pagaille des groupes armés. Il faut à chaque fois adapter les stratégies. Cela dit, nous savons où nous voulons aller, donc nous trouvons des solutions pour surmonter les obstacles.

S.N. À cela j'ajoute également une baisse de la qualité de la formation. Les prestataires ne parviennent pas à offrir des services de qualité dans les structures sanitaires. Cela crée des problèmes et des tensions inutiles.

— Grâce à ULB-Coopération notamment, le Nord-Kivu s'est doté d'un centre de formation continue très prometteur, à quand un dispositif similaire à Kinshasa ?

S.N. À Kinshasa, nous utilisons une autre approche. Nous collaborons avec l'Université de Kinshasa pour pouvoir intégrer une approche de formation qui recourt aux méthodes théoriques, pratiques et échanges d'expériences. La pratique intègre aussi l'approche par la simulation, assez novatrice en RDC. Nous sommes également en discussion avec la clinique Ngaliema, une grande clinique à vocation nationale, qui veut aussi mettre en place un centre de formation par simulation.

J.B.K. C'est important de créer des partenariats avec les universités parce que, plus elles sont au courant des défis qui se posent sur le terrain, mieux elles peuvent adapter le contenu de leurs cursus et mener des recherches utiles aux populations. C'est pour cette raison notamment que nous avons développé l'Observatoire de la Santé au Nord-Kivu, qui permet aux universitaires de « mettre les mains dans le cambouis ». La recherche contribue à résoudre les problèmes de l'humanité, et même de la planète, si on adopte l'approche One Health !



DR JEAN-BOSCO KAHINDO MBEVA

- **1995 : premier poste au CEMUBAC et stage d'un mois à l'HPNK. Médecin traitant, ensuite médecin directeur, enfin médecin chef de zone à Kirotshe**
- **1999 : spécialisation en santé publique, à Bruxelles, suivie d'une thèse à l'ULB**
- **2001 : ouverture du premier bureau du CEMUBAC à Kinshasa**
- **2010 : coordinateur d'ULB-Coopération au Nord-Kivu**

L'effet papillon

Quand nous avons ouvert le premier bureau à Kinshasa, c'était à l'occasion de l'un des premiers projets d'appui structuré à la direction provinciale de la santé de Kinshasa. C'était un projet de 24 mois financé par l'Union européenne. Avant la fin dudit projet, nous avons été mis en contact avec les experts de la Banque mondiale qui réalisaient une étude de faisabilité des projets d'urgence dans le secteur de la santé en RDC. Au cours de la réunion organisée par le médecin inspecteur provincial, je me suis présenté avec une petite *concept note* sur un appui structuré à la province de Kinshasa. Apparemment, notre projet l'a intéressé puisqu'il nous a recontactés et nous avons dû monter un dossier dans un délai très court. Notre proposition a été acceptée et nous avons décroché un budget de 6.317.000 USD. Parmi les actions menées, nous avons ainsi pu construire et équiper 38 infrastructures sanitaires en 36 mois et mettre en place la première centrale de distribution régionale des médicaments essentiels de Kinshasa, la CAMESKIN !



L'HÉRITAGE DE LWIRO : 40 ANS DE SAVOIRS POUR LUTTER CONTRE LA MALNUTRITION

Au Sud-Kivu, dans les années 80, l'hôpital et le centre de recherche en sciences naturelles de Lwiro accueillait des médecins belges et congolais, venus de tout le pays. Fraîchement diplômés et engagés par le CEMUBAC, les Drs Philippe Donnen et Ghislain Bisimwa y ont partagé leur temps entre consultations pédiatriques et recherches en santé publique. Près de 40 ans plus tard, leurs travaux sur la malnutrition restent des références internationales.

— À quoi ressemblait votre travail à Lwiro ?

P.D. À Lwiro, tout le monde habitait ensemble. Il y avait toujours entre 5 et 7 médecins belges et congolais qui menaient chacun une activité clinique, à l'hôpital pédiatrique, et une activité de recherche. Les études de médecine nous forment à être clinicien... La clinique, c'est très chouette, mais ça a quelque chose d'un peu routinier. Le côté recherche était donc un vrai plus, c'était stimulant intellectuellement.

G.B. Quand je suis arrivé à Lwiro, je n'avais pas comme ambition de faire de la recherche, mais j'y ai pris goût ! Je me suis rendu compte que cela aidait à structurer la prise en charge pédiatrique. Et puis, c'est fascinant de chercher à comprendre un problème et pouvoir y apporter des solutions. Les recherches que nous menions portaient essentiellement sur la prise en charge de la malnutrition modérée et les carences en micro-nutriments.

— Qu'est-ce qui vous a frappé à l'époque ?

P.D. ... Le nombre d'enfants malnutris, notamment avec œdèmes. Notre hôpital était spécialisé dans le domaine, donc nous recevions des cas de toute la région, mais cela restait très impressionnant. Nos études ont essayé de comprendre les facteurs de risque, comme la pauvreté ou le régime alimentaire très monotone et saisonnier, mais aussi les conséquences des carences, comme la cécité.

G.B. À Kinshasa, les cas d'enfants malnutris avec œdèmes étaient tellement rares que tous les stagiaires venaient les voir. À Lwiro, la malnutrition concernait la moitié des enfants. Ce qui est décevant, c'est qu'aujourd'hui, il y en a toujours autant, voire plus. Pour des raisons qui dépassent le secteur de la coopération au développement, les choses n'ont pas fondamentalement évolué sur ce sujet en RDC. En revanche, d'un point de vue scientifique, les données que nous avons recueillies profitent maintenant à d'autres pays, notamment grâce à l'élaboration de protocoles de surveillance à long terme pour les enfants malnutris.



— Vos recherches portent donc encore leurs fruits ?

G.B. Oui, nous réalisons encore aujourd'hui des recherches sur des personnes qui ont été soignées pour malnutrition dans les années 80 et 90. Grâce à notre travail, notre équipe a intégré un réseau de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui souhaitait connaître les effets à long terme de la malnutrition. Que deviennent les enfants qui ont souffert de malnutrition, une fois adultes ? Ont-ils un risque plus élevé pour telle ou telle autre pathologie chronique ? Nous nous sommes lancés dans l'aventure avec 13 pays et grâce au travail mené à Lwiro avec le CEMUBAC, nous disposons de la plus grande cohorte. Beaucoup se sont demandé comment nous avons conservé les données, malgré les crises traversées par le pays : c'est grâce aux regards croisés entre médecins et informaticiens, à la conception il y a déjà 40 ans, d'excellents systèmes de bases de données !

Avec le travail réalisé à Lwiro, on connaît aujourd'hui les chances de survie des enfants malnutris et les conséquences de la malnutrition, et cela permet d'améliorer les recommandations de prise en charge. Par exemple, on sait que 20 ans après un traitement hospitalier, au moins 20 % des enfants sont décédés et parmi eux, 80 % le sont dans les 5 ans qui suivent. Il faut donc les suivre pendant au moins 5 ans après hospitalisation. Toutes ces données vont donc pouvoir orienter la politique et la stratégie de prévention des maladies chroniques souvent associées à la malnutrition, telles que l'obésité.

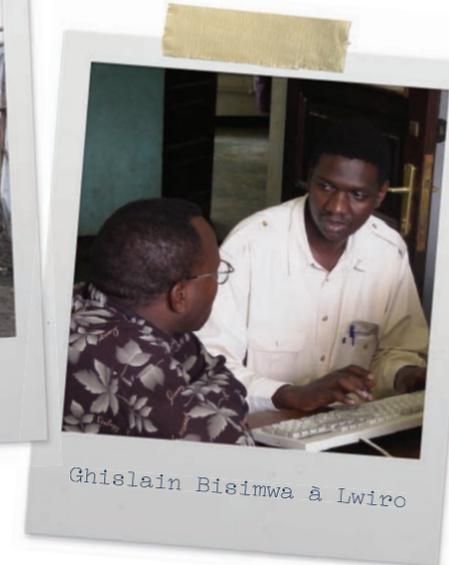
P.D. Exactement, une partie des recherches menées sert à alimenter les politiques locales, nationales et internationales. Ma thèse sur la vitamine A a par exemple contribué à adapter la politique de l'OMS sur le traitement des malnutris sévères.

Une recherche tout terrain !

P.D. Ma toute première recherche constituait à tester les effets des suppléments alimentaires sur les sécrétions lactées des femmes allaitantes. Tous les matins, je devais partir à moto à 6h, parfois dans la pluie et dans la boue, pour aller apporter les suppléments aux femmes des villages avant qu'elles ne partent au marché ou dans les champs. C'est là qu'on se rend compte que les recherches en santé publique sont très différentes de la recherche en laboratoire ! C'est aussi pour cela que j'ai beaucoup d'admiration pour les jeunes doctorants, notamment ceux dirigés par Ghislain, parce qu'ils travaillent dans des conditions parfois très difficiles.



Philippe Donnen sur un chantier au Nord-Kivu



Ghislain Bisimwa à Lwiro

— La recherche... C'est ce qui fait la force d'une ONG universitaire ?

G.B. L'Université a 3 missions : la recherche, l'enseignement et le service à la société. L'ONG universitaire est au service de la société en intégrant les deux autres pans : la recherche-action et la formation. Les actions sont ainsi basées sur des stratégies dont l'efficacité a été prouvée, en proposant en outre des innovations.

P.D. Oui, même si j'ai regretté l'arrêt de l'appui à Lwiro au bout de 20 ans, cette durée a tout de même été suffisamment longue pour développer une réflexion, évaluer nos méthodes et tester toute une série de choses, ce qui nous a permis notamment de rapidement diminuer la mortalité intra-hospitalière.

G.B. La force d'ULB-Coopération, c'est aussi d'avoir investi dans l'humain et mis en place un réseau de collaborateurs congolais qui reste opérationnel, même quand il n'y a pas d'appui financier. Je peux appeler mes ex-collègues, partout dans le pays, et bénéficier de leur expertise pour monter un projet d'appui aux systèmes de santé.

— Quel est votre regard sur ULB-Coopération ces 10 dernières années ?

P.D. L'ONG s'est très fortement professionnalisée et a réussi à s'adapter. La fusion entre le SLCD et le CEMUBAC a été une très bonne chose et je me réjouis du rapprochement avec Eclocio.

G.B. Je suis très admiratif de l'efficacité d'ULB-Coopération au Nord-Kivu, car elle n'a pas des financements faramineux, mais parvient tout de même à maintenir de bonnes performances dans les zones de santé qu'elle appuie, malgré un rude contexte de conflits. C'est un travail qui mérite d'être encouragé et étendu à d'autres provinces ! ▼

DR PHILIPPE DONNEN

- 1986-1987 : jeune médecin pour MSF durant 16 mois
- 1988 : Master en santé publique à l'ULB
- 1988 - 1993 : médecin chercheur pour le CEMUBAC à Lwiro. Thèse sur les carences en vitamine A
- Aujourd'hui : professeur en santé publique à l'ULB et membre de l'AG d'ULB-Coopération

DR GHISLAIN BALALUKA BISIMWA

- 1994 : jeune médecin pour le CEMUBAC à Lwiro, recruté par Philippe Donnen
- 1998 : Master en santé publique
- 2007-2012 : thèse sur la prévention de la malnutrition au niveau communautaire
- 2013 : professeur à l'Université catholique de Bukavu
- Aujourd'hui : recteur de l'Université catholique de Bukavu



Ghislain Bisimwa est aujourd'hui recteur de l'Université catholique de Bukavu.



À gauche, Agnès Echterbille tenant dans ses bras l'une des petites filles nées siamoises après l'opération réussie !

ÊTRE UTILE AU PLUS GRAND NOMBRE : LE PARCOURS D'AGNÈS ECHESTERBILLE, DE BRUXELLES À GOMA

Agnès Echterbille est infirmière et sage-femme. De retour en Belgique après plusieurs années passées en Égypte et au Sénégal, elle cherche à renouer avec l'Afrique et entre en contact avec le CEMUBAC en 2014, via Erasme Coopération. De 2018 à 2023, elle travaille à Goma pour le Projet d'Appui au Développement Intégré du Système de Santé (PADISS), financé par l'Union européenne, et continue d'appuyer l'équipe sur place depuis lors.

— Quel est votre parcours au sein d'ULB-Coopération ?

En 2014, j'ai contribué au projet de renforcement des compétences des sages-femmes dans le cadre de la lutte contre les fistules obstétricales. Par la suite, j'ai participé aux projets PADISS 1, 2 et 3, où mon principal rôle a été de contribuer à la création du Centre de Formation continue du Nord-Kivu (CFNK) à Goma, en lien avec le projet de réhabilitation et d'amélioration des soins à l'Hôpital provincial du Nord-Kivu.

— Comment s'est passée cette collaboration ?

Les missions courtes que j'ai effectuées à Goma entre 2014 et 2016 m'ont permis d'établir un premier contact humain et professionnel avec les équipes locales d'ULB-Coopération. Grâce à mon expérience

antérieure en Afrique de l'Ouest, j'ai pu m'intégrer facilement, même si j'ai vite remarqué les différences en matière de culture et de sécurité. La réalité quotidienne des sages-femmes en RDC et l'insécurité ambiante ont été des éléments nouveaux pour moi. Cependant, l'équipe locale d'ULB-Coopération à Goma, avec leur connaissance du contexte et de la santé publique, a été d'un grand soutien.

— Quelle est la place d'ULB-Coopération dans votre cœur ?

Je me retrouve dans les valeurs de l'ULB, que j'avais déjà ressenties à l'hôpital Erasme. Une phrase qui me touche particulièrement est : « À quoi sert-il à l'homme d'avoir une longue vie si ce n'est pour être utile au plus grand nombre ? ». C'est ce que j'ai retrouvé dans les actions d'ULB-Coopération, particulièrement à Goma, où j'ai rencontré

des professionnels locaux incroyablement engagés et compétents, malgré les conditions de travail difficiles. Ce fut un vrai bonheur de collaborer avec eux et c'est pourquoi je continue à m'investir, en tant que bénévole.

— Est-ce que le travail d'ULB-Coopération est reconnu par les populations ?

Oui, je pense que l'impact est visible, notamment à travers les infrastructures développées, comme l'Hôpital provincial de Goma, que j'ai vu évoluer de 2016 à aujourd'hui. L'hôpital est passé d'un lieu vide et mal entretenu à une structure beaucoup plus fréquentée par les patient-es et mieux organisée. Le personnel a pris conscience de l'importance de l'hygiène de base, et aujourd'hui, les soins sont de meilleure qualité, même si des progrès restent à faire. Les centres de santé médicalisés urbains¹ et la reconnaissance de nouvelles professions, comme les kinésithérapeutes et les psychologues, sont également des avancées importantes.

— Avez-vous une belle anecdote à nous partager ?

Oui, l'une des plus marquantes est l'histoire de la séparation de deux petites siamoises nées dans un centre au Nord-Kivu. Transférées à l'hôpital provincial de Goma, elles ont été séparées avec l'aide de chirurgiens locaux, soutenus à distance par une équipe en Belgique, notamment d'Erasme et l'hôpital des Enfants Reine Fabiola. L'opération s'est bien déroulée et les petites filles ont pu rentrer chez elles, elles sont en pleine forme aujourd'hui. C'est un bel exemple de coopération internationale réussie, qui n'a pas nécessité de gros moyens financiers, mais a permis de sauver deux vies, grâce à un travail d'équipe et de partage de compétences. ▼

¹ — Les centres de santé médicalisés urbains (CSMU) sont au cœur d'une recherche-action destinée à tester et à définir un modèle de structure sanitaire qui réponde aussi pertinemment que possible aux besoins des citoyens congolais.

TÉMOIGNAGES

« UNE TERRE D'AVENTURES HUMAINES »

De la fusion entre le SLCD, le SEDIF et le CEMUBAC, je retiens une impression de courant d'air, de fenêtre ouverte sur le monde. À notre arrivée rue des Pierres, il y régnait une atmosphère de fête et de renouveau, une odeur de café frais et de biscuits sortis du four. Nous avons été accueillis à bras ouverts par des membres de notre famille que nous connaissions à peine. Nos horizons se sont élargis, on parlait de terres, de terroirs, d'animation, de pays peu connus, de projets que nous ne maîtrisions pas. La fusion a soufflé de l'air frais dans nos couloirs d'hôpitaux et nos fichiers d'information sanitaire. Puis, nous avons construit notre avenir ensemble au campus de la Plaine, un singulier open-space qui nous éloignait du centre-ville mais nous rapprochait du cœur de l'Université.

Les projets santé sont restés principalement centrés sur la RDC. La fusion a permis d'approfondir les démarches plus inspirées des sciences sociales et de la recherche-action. De belles ouvertures se sont créées au Kivu et à Kinshasa. Les personnels de santé congolais accumulaient toujours les difficultés de soigner les gens sans beaucoup de moyens, mais, avec les équipes d'ULB-Coopération, nous avons « inventé » quelques innovations qui nous ont sortis des routines arrivées parfois au bout du rouleau.

Que de discussions passionnées à Goma, à Kirotshe, à Bukavu, à Kinshasa et à Bruxelles ! Fallait-il projeter nos désirs de soins de santé au top et chercher les ressources pour y arriver ou fallait-il faire au mieux avec ce que nous avons ? Ce dilemme ne nous a jamais quittés ! Fallait-il poursuivre des objectifs en termes épidémiologiques ou plutôt des objectifs de développement de services de proximité le plus auto-financés possible ? Le débat n'est sûrement pas clos ! Le contexte sécuritaire n'a pas souvent été favorable à la prise de telles décisions mais nous avançons, parfois tête baissée, sans laisser tomber les bras !

Il y a huit ans, je quittais notre toute jeune institution pour une retraite d'écriture, de travail de la terre, de randonnées, de vie de famille. Je pense souvent à vous du terrain et du siège. Vous êtes bien trop nombreux pour que je vous cite tous un à un, une à une ! Avec ces lignes, vos visages défilent devant mes yeux, j'entends vos rires et vos coups de gueule. Pour moi, ULB-Coopération a été une terre d'aventures humaines, avec beaucoup de joies et quelques rares fâcheries.

Plus les contextes sont difficiles, plus nous devons innover. Ensemble, nous avons osé prendre des risques. Tout cela, je ne l'oublie pas.

Je vous remercie de tout mon cœur pour les instants passés avec chacune et chacun d'entre vous.

Vincent Litt, médecin et anthropologue, ancien chargé de projets santé du CEMUBAC puis d'ULB-Coopération



Fatima Baeyoud, assistante administrative & financière

J'ai commencé à travailler au SEDIF en 2005. Quand nous avons entamé le processus de fusion, nous avons déménagé 3 fois en l'espace de quelques mois : du campus du Solbosch vers Erasme, d'Erasme au centre-ville et du centre-ville vers le campus de la Plaine. J'étais un peu stressée à l'idée de travailler avec de nouveaux collègues dans un open-space, mais aussi très curieuse : je me demandais ce que j'allais faire dans la nouvelle entité ! J'ai donc demandé à rencontrer le directeur du CEMUBAC pour avoir des réponses et il s'est montré très rassurant.

Une fois réunis, nous avons dû tous et toutes nous adapter à de nouvelles façons de travailler et surmonter les petites tensions qui pouvaient apparaître... C'est ainsi qu'a été instauré le premier teambuilding (mise au vert) ! C'est aussi à ce moment-là qu'est née la cellule bien-être dont je faisais partie. Notre but était de soulager les collègues dans les moments de stress, notamment lors de la remise de rapports institutionnels.

Ce que j'ai apprécié dans cette nouvelle structure qu'était ULB-Coopération, c'est que tout le monde avait la volonté d'avancer ensemble. Et nous avons vite trouvé nos repères, tout en restant ambitieux et innovants dans les projets, les compétences et les outils que nous développons.



UN DOCTORANT PARMI NOS CHARGÉES DE PROJETS

En 2015, Ousmane Touré découvre ULB-Coopération lors de son premier stage chez Am Be Koun Solidarité. Quelques mois plus tard, il signe son premier contrat chez notre partenaire en tant que chargé de projets d'agroforesterie et fait la connaissance d'ULB-Coopération.

— Comment avez-vous rejoint ULB-Coopération ?

On m'a vendu lors d'un mercato ! (rires) En fait, je travaillais déjà indirectement pour ULB-Coopération, car j'étais chargé de programme agroécologie et entrepreneuriat et l'une des personnes référentes pour ULB-Coopération. Mais c'est surtout que je suis quelqu'un qui aime relever des défis, donc en 2017, quand ULB-Coopération m'a proposé un poste qui m'offrirait la possibilité de mettre en pratique mes compétences et d'en apprendre de nouvelles, j'ai sauté sur l'opportunité. C'était aussi l'occasion de davantage contribuer au développement du Sénégal et de ma région.

— Et vous entamez maintenant une thèse de doctorat...

Oui, il y a un an, j'ai commencé une thèse à l'Institut des Sciences de l'Environnement à l'Université Cheikh Anta Diop avec l'appui de la direction. C'était un rêve d'enfant... Ado, je signalais déjà « Dr Ousmane Touré » ! (rires) Mon père travaillait alors comme agent des parcs nationaux, donc je l'entendais parler de conservation, gestion des ressources naturelles, communautés, etc. En grandissant et en travaillant dans le secteur, j'ai commencé à me poser des questions : quelle est la place des communautés dans la gouvernance des ressources naturelles ? Et si elles participent à des organes de gestion, quelles en seraient les modalités et les conséquences ? C'est l'objet de ma thèse : la gouvernance participative des ressources naturelles à la périphérie du Parc National du Niokolo-Koba. J'espère que, *in fine*, cette étude pourra contribuer à aider ULB-Coopération ou d'autres ONG à proposer des projets et programmes qui vont davantage permettre aux communautés de s'impliquer dans la gouvernance des ressources naturelles mais surtout de pouvoir bien assurer la conservation des aires protégées de type communautaire.

— Quelle est l'articulation entre la recherche et le terrain selon vous ?

Avant, le développement, c'était de donner des sacs de riz ou de l'huile à des communautés, sans aller plus loin. Je caricature bien sûr, mais les gens ont besoin qu'on comprenne leurs difficultés et qu'on co-construise avec eux des solutions qui perdurent, même si les ONG s'en vont. C'est l'intérêt d'une ONG universitaire : combiner les savoirs académiques (médecine, sociologie, anthropologie, entrepreneuriat, etc.) avec les savoirs de terrain, dans une approche pluridisciplinaire, participative et inclusive, pour trouver des solutions acceptables et durables pour toutes et tous. ▼



Boubacar Sangaré: un partenaire solide au Sénégal

En 2006, Boubacar Sangaré fonde, avec des jeunes du quartier Plateau, l'association La Voie, afin de promouvoir l'autonomie et l'emploi des jeunes. Quelques années plus tard, en 2010, ils lancent la branche Am Be Koun Solidarité, dédiée au développement économique. « L'idée était d'ouvrir aux jeunes des opportunités de formation et d'emploi dans leur propre région. Aujourd'hui, j'ai la chance de coordonner une équipe de 24 personnes motivées. »

À la même période, Boubacar intègre l'Institut de Coopération pour le Développement et collabore avec le SLCD, aujourd'hui ULB-Coopération. « Ensemble, nous avons mené plusieurs projets comme le développement de l'écotourisme et l'appui aux micro-entrepreneurs ruraux. Ces initiatives nous ont permis de créer des infrastructures locales, de soutenir des activités génératrices de revenus et de donner aux jeunes et aux femmes des moyens d'intégrer les centres de décision. » Aujourd'hui, Boubacar continue de s'investir pour sa région, notamment à travers le programme Systèmes Alimentaires Durables d'ULB-Coopération.

CRISE CLIMATIQUE ET RÉDUCTION DES BUDGETS : LES NOUVEAUX DÉFIS DES ONG

Depuis 2016, l'Agence wallonne de l'Air et du Climat (AWAC) soutient les projets d'ULB-Coopération, dans le cadre de sa politique de financement de solidarité climatique internationale. Conseiller climatique de l'institution, Dominique Perrin nous éclaire sur les atouts de l'ONG... et les défis qui l'attendent.

— Qu'est-ce qui vous a séduit dans nos projets ?

L'implication de l'AWAC dans les projets de solidarité Nord-Sud date de la COP15 de Copenhague en 2009. À l'époque, les négociations internationales ont abouti au fait que les pays du Nord devaient être solidaires des pays du Sud à travers un programme de financement climatique international, dont le budget devait atteindre 100 milliards de dollars par an à l'horizon 2020. La Région wallonne a ainsi initié un programme qui s'inscrit dans cet objectif et y consacre aujourd'hui 16 millions d'euros.

C'est dans ce contexte que je me suis retrouvé un jour à une réunion avec les ONG universitaires. Pour un pouvoir public comme le nôtre, il est très intéressant de pouvoir mobiliser à la fois les savoir-faire



en matière de coopération et les expertises universitaires dans un domaine aussi complexe et pluridisciplinaire que celui des « pertes et préjudices »¹. Vous aviez en outre l'expérience avec l'institutionnel sénégalais et le territoire du Sine Saloum. C'est cet ensemble qui m'a séduit. Un autre élément est apparu au fil de notre collaboration : c'est la place, centrale, accordée à l'humain.

— Sur quels projets travaillez-vous en ce moment avec les ONG universitaires ?

Nous travaillons autour des questions qui émergent avec le financement climatique international et malheureusement, puisque l'adaptation au changement climatique ne suffit plus pour préserver les populations et les écosystèmes, nous devons aussi intervenir sur la thématique des pertes et préjudices. Et pour cela, il existe une multitude d'approches : financières, logistiques, culturelles, locales, internationales... La mise en œuvre est complexe et soulève beaucoup de questions. Il est donc nécessaire de travailler à la fois sur le terrain avec des actions concrètes et à travers des recherches universitaires. C'est un domaine très novateur.

— Sur quel plan ULB-Coopération peut-elle travailler pour être la plus efficace ?

Ce qui me semble vraiment fondamental, c'est de renforcer vos liens avec les chercheurs, les chercheuses et les universitaires. Dans un monde où on est très loin des objectifs de Monterrey² et des sommes nécessaires pour la solidarité Nord-Sud, la compétition est dure et beaucoup trop financière. On finit par en oublier les gens qui doivent en bénéficier.



Dominique Perrin visite le premier Grenier Traditionnel Amélioré construit au Sénégal avec Am Be Koun Solidarité.

— Quel regard portez-vous sur ULB-Coopération et son évolution et quelles pistes d'amélioration nous suggèreriez-vous ?

Je vous dirais de perdurer dans votre manière de fonctionner en adéquation avec les besoins des pays du Sud. Un autre élément qui me semble important est de générer de l'enthousiasme et de lutter contre les résignations, notamment chez les jeunes en les encourageant à se mobiliser ici ou ailleurs.

Dans les années à venir, il va falloir faire preuve de courage, face aux probables futures coupes budgétaires et à l'éventuelle défédéralisation de la coopération, pour tenir le cap et garder votre identité. Je ne peux que vous inciter à la constitution d'un comité stratégique afin de baliser votre travail. ▼

¹ — En matière de changements climatiques, les pertes et préjudices désignent les dommages irréversibles causés par les impacts des changements climatiques, affectant les populations, les écosystèmes et les économies, au-delà des capacités d'adaptation.

² — Lors de la Conférence de Monterrey en 2002, les pays développés se sont engagés à consacrer 0,7 % de leur PNB à l'aide publique au développement. La Belgique a signé cet accord sans toutefois l'appliquer.

ONG ET RECHERCHE : UNE COLLABORATION GAGNANT-GAGNANT !

Charles De Cannière, professeur et ancien président de l'École de bioingénierie de Bruxelles, est l'un des grands promoteurs de la coopération à l'ULB. Encadrant de doctorant-es boursier-ères d'Afrique centrale et de l'Ouest depuis 1994 et engagé dans la coopération universitaire depuis 2007 via l'ARES (Académie de recherche et d'enseignement supérieur), il revient pour nous sur le Projet de Recherche pour le Développement qu'il a coordonné au Burkina Faso et l'intérêt d'une ONG universitaire...



5 doctorant-es du PRD, atelier de restitution, Ouagadougou, septembre 2023

— Quelle histoire partagez-vous avec ULB-Coopération ?

En 2016, l'une de mes anciennes doctorantes m'a contacté pour savoir si le Laboratoire d'Agroécologie était intéressé par un projet qu'ULB-Coopération allait mener au Burkina Faso. La demande initiale provenait d'une ONG burkinabè, NATUDEV, partenaire local d'ULB-Coopération, qui travaillait depuis plusieurs années dans le domaine de la conservation et de la valorisation de la biodiversité au profit des populations périphériques des grandes réserves nationales de faune.

Cette ONG s'intéressait alors à un continuum d'aires protégées situé dans l'extrême Sud du Burkina Faso, une zone appelée « complexe écologique PONASI », qui fait l'objet de graves dégradations (dans le Parc national de Pô, le Ranch de gibier de Nazinga et la forêt classée de la Sissili mais aussi les villages qui entourent ces aires protégées). Ce complexe écologique est

traversé en son centre par un corridor forestier qui permet la migration d'une des dernières populations d'éléphants d'Afrique de l'Ouest. Plusieurs villages bordent ce couloir, mais leurs habitant-es ont été exclu-es de la zone et privé-es d'y poursuivre leurs activités agricoles.

Un projet a donc été octroyé par l'ARES et s'est attaché à voir comment il était possible de combiner la conservation de la biodiversité et le développement local dans ce contexte très particulier d'aires protégées, et ce, en favorisant l'agroforesterie dans les exploitations agricoles limitrophes du corridor de migration et la cueillette durable des produits forestiers non-ligneux à l'intérieur du corridor.

— Quels souvenirs gardez-vous de ce projet ?

Ce projet a été une aventure tant humaine que scientifique. Il s'est déroulé dans un contexte géopolitique très instable et dangereux mais aussi durant la période du Covid. Les doctorant-es ont donc été soumis-es à rude épreuve. J'ai été impressionné par leur détermination puisque quatre thèses de doctorat ont été défendues à l'Université Joseph Ki-Zerbo et l'Université Thomas Sankara à Ouagadougou. Par ailleurs, le processus de classement du corridor de migration est en bonne voie grâce au travail qu'ULB-Coopération continue à mener sur place. Il devrait permettre aux collectivités locales d'obtenir une plus grande autonomie et d'exercer pleinement leur responsabilité dans la gestion des ressources naturelles de cette zone.

— Quelle est la plus-value d'une ONG universitaire ?

À mon sens, une ONG universitaire se doit de développer une partie de ses activités de coopération avec les chercheur-euses et enseignant-es de son Université. L'ONG a en effet tout à gagner d'un partenariat avec la recherche pour établir les fondements de ses projets, et les chercheur-euses ont tout à gagner d'une collaboration avec leur ONG qui dispose d'un vaste réseau de terrain. Si je reprends l'exemple du projet au Burkina, la conception en a été grandement facilitée et la pertinence renforcée grâce aux activités qu'ULB-Coopération y menait. De son côté, l'ONG a pu s'enrichir des connaissances développées grâce aux travaux de recherche menés par les équipes locales et belges, et donc orienter des activités futures sur des bases bien étayées.

Cette façon de faire, mise en œuvre depuis longtemps dans le domaine de la santé, est une marque de fabrique de notre ONG et mériterait d'être renforcée dans d'autres domaines. J'invite vivement les collègues de toutes les disciplines à venir voir ce que leur ONG accomplit et à développer des collaborations via les programmes de l'ARES! ▼

DEUX CARRIÈRES, UNE AMBITION : L'ASCENSION INSPIRANTE D'ALINE TUMAGENE ET SERGE PALÉ

Tous deux responsables administratifs et financiers, l'une en RDC, l'autre au Burkina Faso, iels ont gravi les échelons d'ULB-Coopération grâce à leur détermination et leur professionnalisme.

ALINE

Aline Tumagene a découvert le CEMUBAC en 2003, après avoir terminé son cycle de graduat en Gestion des Institutions de santé à l'ISTM-Kinshasa. À cette époque, elle effectuait un stage professionnel à la Clinique Ngaliema, une clinique publique de l'État.

Lors de sa première rencontre avec le responsable administratif et financier de la Coordination de Kinshasa, Aline apprend que la maîtrise de l'informatique est indispensable pour intégrer le CEMUBAC/ULB-Coopération. « J'ai dit : pas de problème, je reviendrai ! » Déterminée, elle suit une formation accélérée en Excel pendant deux semaines. À son retour, elle réussit le test d'informatique et débute ainsi son premier stage au CEMUBAC.

En 2004, Aline est promue secrétaire caissière à la CAMESKIN (Centrale d'Achat de Médicaments Essentiels de Kinshasa) dans le cadre d'un projet financé par la Banque mondiale. Après quatre mois, elle revient au CEMUBAC en tant qu'employée. En 2009, elle devient gestionnaire de projet, puis secrétaire comptable en 2011. Avec le soutien de sa hiérarchie, elle poursuit ses études et décroche une licence en comptabilité en 2016. « Je faisais un mi-temps pour pouvoir me consacrer aux cours. Après avoir terminé ma formation, j'ai été nommée responsable administrative et financière. »

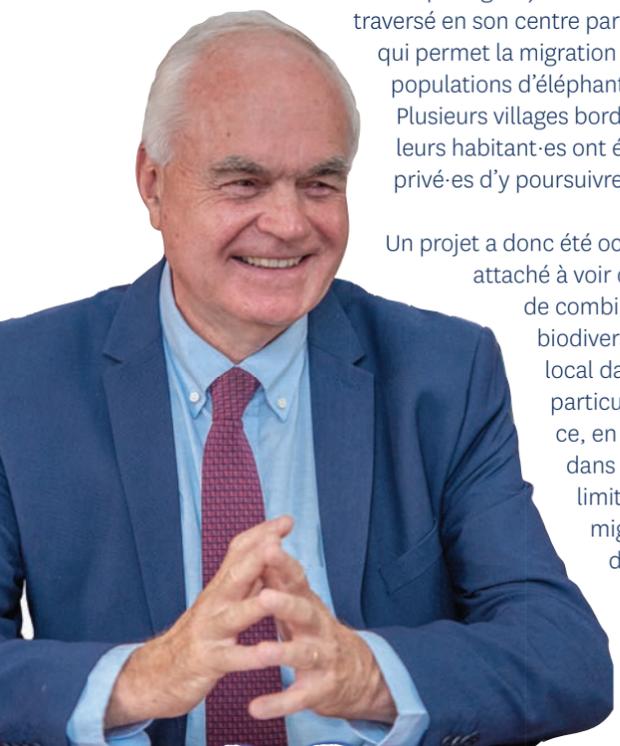
Aline considère ULB-Coopération comme une véritable « école de formation ». Elle attribue notamment son succès à la rigueur de ses coordinateurs, responsables administratifs et financiers locaux et du siège. « Aujourd'hui, si je suis ce que je suis, c'est grâce à eux, qui étaient un modèle pour moi, mais aussi grâce à mon assiduité ». Si, en tant que femme occupant un poste de responsabilité, elle rencontre parfois des difficultés pour faire entendre sa voix ou gérer les tempéraments, Aline a trouvé la parade : « je me réfère toujours aux normes pour les procédures, parce que si tu fais appel aux sentiments, c'est plus compliqué ! » ▼

SERGE

Serge Palé fait la rencontre du SLCD/ULB-Coopération en 2013 grâce à la collaboration entre l'ONG et son employeur de l'époque, HYDROFOR, une entreprise dont l'association Impulsion, partenaire du SLCD, était l'actionnaire majoritaire. « Je voyais déjà l'effet des actions d'aide au développement mises en place par le SLCD sur les populations vulnérables. C'est ce qui m'a poussé à intégrer ULB-Coopération en 2017. »

Il rejoint la structure en tant que prestataire, avant d'être officiellement engagé comme responsable administratif et financier en mai 2017. Cependant, il n'assume pleinement ses fonctions qu'à partir de septembre 2019, après une période initiale focalisée sur les aspects comptables et administratifs. Cette même année, il occupe le poste de représentant pays par interim. « J'étais en congé à Bobo-Dioulasso, ma ville natale, quand j'ai reçu un appel du siège me demandant d'assurer la fonction jusqu'à nouvel ordre. Toutes sortes de questions m'ont traversé l'esprit, mais après réflexion, j'ai pris cette décision comme une opportunité et une preuve de confiance. J'ai ensuite participé au jury chargé du recrutement de la nouvelle représentante pays. »

En tant que « RAF », Serge est responsable de la gestion financière des projets et assure le suivi et l'exécution du budget. « Pour moi, les difficultés sont surtout les lenteurs administratives, qui empêchent d'obtenir des documents à temps, et l'instabilité sécuritaire du pays. » Serge tire néanmoins une grande satisfaction de la reconnaissance de son travail par ses supérieurs et de sa capacité à répondre aux besoins de ses collègues. ▼



UN MOT DE NOS ANCIEN·NES STAGIAIRES

VICTOR COSTENOBLE

Diplômé de l'École polytechnique de Bruxelles (ULB), Victor Costenoble cherchait à se réorienter à la suite d'un stage dans le secteur éolien au Danemark. « J'ai contacté naïvement ULB-Coopération en 2018, lançant ainsi une véritable bouteille à la mer. C'est alors que j'ai été mis en relation avec le chargé de projets au Sénégal. Ensemble, nous avons mené une étude de faisabilité portant sur la certification carbone pour des projets de reboisement de mangroves et l'introduction de fourneaux à bois efficaces au Sénégal. » Cette expérience a été décisive pour Victor : « elle m'a permis de décrocher mon premier emploi. Aujourd'hui, je continue à œuvrer professionnellement pour le financement de projets de cuisson propre en Afrique sub-saharienne grâce aux mécanismes de crédits carbone. » ▼

KASIA MIRECKA

Après un Master à l'Université d'économie de Poznań, Kasia a travaillé 9 mois chez ULB-Coopération sur des projets de développement de petites entreprises auprès de la chargée de projets Burkina Faso et Cameroun, entre 2015 et 2016. « Au fur et à mesure, j'ai commencé à aider d'autres collègues, avec des tâches très variées. » Elle garde de beaux souvenirs de son stage : « les conversations pendant les pauses-déjeuner, les petits-déjeuners du mardi, le déménagement du centre-ville au campus, et surtout les amitiés, dont je garde encore quelques-unes aujourd'hui ! » Ce premier contact avec la coopération internationale a guidé son parcours professionnel puisqu'elle occupe aujourd'hui le rôle de responsable de l'équipe de données chez Médecins sans Frontières, à Toronto, au Canada. ▼



MARIE UGEUX

Marie Ugeux a découvert ULB-Coopération lors de son Master en relations internationales à l'ULB. En septembre 2019, elle a démarré un stage de 3 mois, à mi-temps pour l'équipe communication et à mi-temps pour l'équipe dédiée à l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire. « Je me suis sentie directement intégrée. J'ai bien aimé être entourée de personnes engagées et avec des valeurs similaires aux miennes. » À la suite de son passage chez ULB-Coopération, Marie a décidé de se spécialiser sur les questions de migration. Première expérience professionnelle, ce stage lui a permis de développer des compétences en communication, qu'elle valorise aujourd'hui dans le cadre de son travail de chargée de mission pour l'alliance CIVIS à l'ULB. « Mon passage chez ULB-Coopération a clairement été un atout dans mon parcours. » ▼



CHANTAL POTVliegE

Dès la fin de ses études de médecine, Chantal s'est rendue en Afrique avec le SLCD. Pendant près de 10 ans, elle a œuvré sur le terrain, notamment à Barsalogo, au Burkina Faso, où elle a contribué au développement d'un district sanitaire avec son homologue le Dr Patrick Kaboré qui en assurait la direction. Elle soutient ULB-Coopération depuis son retour en Belgique en 2003. « Ce qui me motive à continuer, c'est votre travail remarquable et votre engagement pour le développement durable des populations. »

Les initiatives liées aux systèmes alimentaires durables (SAD) touchent Chantal, particulièrement au Burkina Faso. « C'est un pays qui fait face à des défis alimentaires majeurs, et ces projets sont essentiels. La méliponiculture¹, qui permet de générer des revenus supplémentaires, est une initiative particulièrement inspirante. En tant que donatrice, je suis sensible à tous les projets qui aident les populations à améliorer leurs revenus pour accéder à la santé et à l'éducation. Il y a aussi tout le travail réalisé pour former les acteurs de terrain afin d'améliorer la prise en charge des bénéficiaires. » ▼

1 — Élevage des abeilles sans dard, produisant un miel reconnu pour ses propriétés médicinales et son goût unique.

ELLES NOUS SOUTIENNENT !

DOMINIQUE MERTENS

Durant sa carrière de technicienne chimiste, Dominique a encadré les travaux pratiques des étudiants de la faculté de pharmacie de l'ULB et contribué à la recherche, tout en travaillant dans la coopération universitaire. Aujourd'hui retraitée, elle continue de s'investir bénévolement dans sa faculté ainsi qu'au sein de l'Assemblée générale d'ULB-Coopération. « La coopération universitaire me passionne, et après la fusion entre le CEMUBAC, le SLCD et le SEDIF, j'ai naturellement poursuivi mon engagement. Faire des dons et participer à l'opération 11.11.11 me semble essentiel. » Parmi les projets d'ULB-Coopération, ceux de la santé au Nord-Kivu, dans un contexte fragile, et les activités au Burkina Faso, devenu son « pays de cœur », l'ont particulièrement marquée. Dominique a notamment contribué à plusieurs initiatives, dont la création de l'École de pharmacie de l'Université de Ouagadougou dans les années 1990. « Un souvenir fort reste notre visite à Ouéguédo (voir p.8). Touchée par les conditions de vie de la population locale et leur désir de développer leur centre de santé, notre équipe a voulu aider et nous y sommes parvenus grâce à ULB-Coopération. » ▼



MYRIAM DE SPIEGELAERE

Médecin de formation et professeure à l'École de santé publique de l'ULB, Myriam termine sa thèse quand Philippe Hennart, alors directeur du CEMUBAC (voir p. 6-7), lui propose de rejoindre l'Assemblée générale d'ULB-Coopération puis le Conseil d'administration au début des années 2000. Elle est depuis lors un soutien infaillible de l'ONG.

Très engagée dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités de santé, Myriam a participé à quelques missions en RDC. « J'ai été très impressionnée par le courage de l'ONG à soutenir les autorités publiques, un soutien difficile en raison des problèmes de corruption et de complexité administrative. Cette approche diffère d'autres organisations présentes sur le terrain, qui préfèrent gérer leurs projets indépendamment. Pour moi, le fait de soutenir les autorités locales témoigne d'un véritable engagement en faveur d'un changement durable. » ▼

VOUS AUSSI !

PLUSIEURS POSSIBILITÉS S'OFFRENT À VOUS :



Faites ici un don en ligne via ce QR code

Ou par virement sur le compte BE25 7320 4180 0482, avec en communication « don NOM+PRÉNOM ». »

ULB-COOPÉRATION VOUS SOUHAITE **UNE ANNÉE 2025** FLORISSANTE !

Sénégal, mangroves,
2023



Sénégal, périmètres
agroforestiers, 2021



Par souci écologique, nous vous encourageons à opter pour la newsletter en format pdf. Envoyez un simple e-mail à l'adresse **info@ulb-cooperation.org** ou inscrivez-vous sur notre site www.ulb-cooperation.org